11 décembre 2003

Point de presse de M. Jean Charest, premier ministre du Québec

[M. Charest:] D'abord, d'emblée, j'aimerais rappeler que les centrales syndicales ont le droit de s'exprimer et que le gouvernement du Québec, lui, a le devoir de gouverner dans l'intérêt de l'ensemble de nos citoyens pour livrer des services de soins de santé, livrer des services de soins de garderie et des services qu'on livre à tous les niveaux. Alors, aujourd'hui, c'était l'occasion pour les centrales syndicales d'exprimer leur point de vue. Dans l'ensemble, malgré le fait qu'il y ait eu des inconconvénients, ça s'est assez bien passé. Il y a eu malheureusement des exceptions, avec des blocages de routes à quelques endroits et des blocages dans les ports. Là où il y a eu des situations qui étaient des situations où les gens agissaient en dehors de l'ordre public, évidemment, il y a eu une surveillance très étroite pour s'assurer qu'il y avait le moins d'inconvénients possible. Cela étant dit, le gouvernement est très sensible à ce que les représentants syndicaux ont eu à dire, on maintient les ponts de communication ouverts, on communique régulièrement. Hier, il y a eu une rencontre avec Mme Carbonneau, elle a fait des suggestions, la FTQ a fait des suggestions. Alors, on considère toujours ce qui nous est présenté comme étant des suggestions pour améliorer les projets que nous avons soumis à l'Assemblée nationale du Québec. Mais, cela étant dit aussi, on est dans un environnement où on a reçu un mandat très clair de la population d'entreprendre un certain nombre de changements pour qu'on puisse livrer les services qui sont attendus et pour lesquels les gens paient des impôts.

Que ce soit, entre autres, dans le domaine de la santé, que ce soit des services en garderie, le mandat et la mission du gouvernement, c'est de faire en sorte qu'on puisse livrer ces services, et les changements qu'on propose vont dans ce sens-là. Prenons, par exemple, le projet de loi n 25 sur la mise en réseau du système de soins de santé, c'est un changement qui est attendu et qui est très important pour qu'on puisse offrir des soins de façon continue aux patients du Québec. Le projet de loi n 30, qui change l'organisation du travail, est un projet de loi qui est souhaité depuis très longtemps. Sur le fond, là, il n'y a personne qui remet en question l'objectif, ce serait aller contre le gros bon sens. Dans le cas du projet de loi n 31, sur l'article 45, il y a derrière ça un objectif qui réunit tous les Québécois, celui de créer davantage d'emplois puis de permettre la création d'entreprises, d'avoir la flexibilité qu'il nous faut dans notre économie pour qu'on puisse faire travailler le plus de Québécois et Québécoises possible, qu'on puisse également générer de la prospérité. Et, en ce sens-là, on s'est fait un plan, on a reçu un mandat très solide pour le mettre en vigueur, on va continuer à être très attentifs et ouverts et le gouvernement va continuer à remplir le mandat qui lui a été confié.

[Journaliste: M. le premier ministre, voulez-vous nous dire, s'il vous plaît, aujourd'hui, il n'y avait pas juste des syndicats dans la rue, il y avait également des parents qui étaient dans la rue. M. Massé a parlé de coup de semonce. Est-ce que vous avez compris le message aujourd'hui? Allez-vous fléchir ou reculer sur vos projets de loi?]

[M. Charest:] Nous, on est toujours à l'écoute puis on est en contact constant, d'ailleurs, avec les instances syndicales, ils nous font des suggestions, ils ont d'ailleurs corroboré... M. Massé, Mme Carbonneau ont tous les deux corroboré qu'il y avait un dialogue, alors le dialogue continue. Là-dessus, ça n'a pas changé. Et j'étais content d'entendre de leur part que ce dialogue allait continuer. Mais le gouvernement s'est fait donner, là, un mandat, on a reçu, nous, une mission puis on est en train de la remplir.

Oui.

[Journaliste: M. Charest, à Montréal, ce n'était pas seulement que des syndicats, il y avait énormément de parents dans la rue pour la manifestation des CPE. Qu'est-ce que vous... Qu'est-ce que ça veut dire, selon vous, ce message-là?]

[M. Charest:] Mais, dans le cas des services de garde, là, l'objectif poursuivi, c'est de créer des places et faire en sorte qu'on ait un système de services de garde qui n'est pas seulement virtuel pour un trop grand nombre...

[Journaliste: ...des parents, quand même, qui n'étaient pas d'accord.]

[M. Charest:] Bien, on a fait une rencontre, pas plus tard qu'hier, avec l'Association québécoises des CPE et Mme Potvin, on leur a proposé, justement, une table de travail pour qu'on puisse, ensemble, s'assurer de la mise en oeuvre, là, du plan et qu'on puisse créer des places. Alors, on est en plein dans le travail, là, nécessaire du côté des...

[Journaliste: ...ces parents-là qui étaient dans la rue aujourd'hui?]

[M. Charest:] Bien, nous, on travaille pour tous les parents qui souhaitent recevoir des services de garderie aussi. Il y en a beaucoup qui n'en reçoivent pas et qui paient des impôts. Et rappelons-nous qu'il n'y a pas un endroit au monde où les parents paient 7 \$ par jour et l'État paie en moyenne 8000 \$ par année, par enfant, pour des services de garde.

[Journaliste: M. Charest, vous dites que vous écoutez, ils l'admettent. Mais ils disent aussi que vous n'entendez pas le message. Quel est le message que vous reprenez de ces manifestations aujourd'hui? Est-ce que vous reconnaissez qu'il y a un vrai mécontentement, une vraie inquiétude dans la population?]

[M. Charest:] Il y a, du côté des leaders syndicaux, là, un discours qui, il faut le dire, là, dépasse la réalité dans beaucoup de cas. Quand on parle, là, de démolition, et qu'on vient de vivre, au Québec, dans les deux derniers mois, une période sans précédent dans la création d'emplois – il y en a eu 80000 – avouons que ça ne correspond pas à la réalité.

Alors, on est à l'écoute des changements qui nous sont proposés, je comprends que c'est un changement important, mais c'est un changement qui a été insufflé, là, par une volonté clairement exprimée de la population du Québec de faire les choses différemment. Pourquoi? Parce que, au Québec, on ne peut pas continuer à fonctionner comme on fonctionne aujourd'hui. On ne peut pas continuer avec un État qui nous coûte beaucoup plus cher que partout ailleurs en Amérique du Nord. On ne peut pas continuer à taxer nos citoyens à l'ultime limite et, en même temps, dire: On va livrer des services de garde, des services de santé. Il faut faire les choses différemment. Et je comprends que ça vient changer les façons de faire de certaines autorités au niveau syndical, mais ces changements-là relèvent d'une nécessité qui a été clairement exprimée dans la dernière année.

[Journaliste: ...vous dites que le mécontentement il vient juste des autorités syndicales.]

[M. Charest:] Bien, moi, je vois dans ce qui a été fait aujourd'hui une organisation, des organisations

syndicales qui ont voulu exprimer puis organiser leur mécontentement à eux, mais en même temps, je ne peux pas faire fi de ce qui est arrivé dans la dernière année au Québec. On ne peut pas non plus mettre de côté tout ce qui s'est débattu dans la dernière année au Québec. Et rappelez-vous le travail qui a été fait par nous pour annoncer aussi clairement que possible – ça n'avait jamais été fait comme ça dans l'histoire du Québec – les intentions que nous avons pour les changements proposés. Alors, on ne peut pas mettre de côté, non plus, le débat démocratique qui s'est fait au Québec dans la dernière année.

[Journaliste: ...que l'affrontement continue, M. le premier ministre. L'affrontement continue.]

[Journaliste: ...journee qui est marquée par les syndicats et non par la population?]

[M. Charest:] La population a eu l'occasion de se prononcer de façon démocratique dans la dernière année. Moi, je pense qu'ils ont exprimé très clairement une volonté de changement, et je pense que les gens comprennent que les changements que nous sommes appelés à mettre en place ne feront pas l'affaire de tout le monde – on ne peut pas, malheureusement, satisfaire tout le monde – mais ça représente néanmoins les changements qui sont nécessaires pour qu'on puisse livrer des services, des services de santé et des services à l'ensemble de nos citoyens.

[Journaliste: Au-delà de l'écoute, est-ce que vous êtes prêt à des actions pour démontrer que le dialogue peut aboutir, évidemment, à des changements ou des modifications?]

[M. Charest:] Bien, nous, on est en dialogue aussi avec les leaders syndicaux. On va continuer à l'être.

[Journaliste: ...des actions, est-ce que vous êtes...]

[M. Charest:] Bien, au niveau des actions, ils nous ont proposé des choses qu'on est en train d'étudier actuellement. Ça fait partie des choses que nous faisons, puis ça, ça ne se fait pas une seule fois, ça se fait à tous les jours. Alors, c'est un dialogue qui va continuer. [Journaliste: Là, c'est un affrontement. Vous dites que vous ne changerez pas vos... pas question pour vous de reculer sur vos projets de loi. Et M. Massé, il dit: Nous autres, si vous ne reculez pas, on va continuer. Donc, vous nous dites aujourd'hui: L'affrontement continue.]

[M. Charest:] Le dialogue continue. Nous, on a reçu un mandat très clair de procéder. La population du Québec, je sais, s'est exprimée dans la dernière année de façon très claire pour que nous puissions entreprendre les changements que nous sommes en train de mettre en oeuvre. Et on le fait dans un esprit d'ouverture, mais on le fait aussi avec un objectif, là, qu'on n'a jamais perdu de vue, celui de livrer des services à la population du Québec. C'est ça, l'objectif qu'on poursuit.

[Le modérateur: Une dernière en français.

Journaliste: Au moment où on se parle, il y a encore des routes de bloquées. Est-ce que votre gouvernement entend faire quelque chose pour que la situation revienne à la normale?]

[M. Charest:] On suit ça de très près et il y a des échanges avec les gens qui sont actuellement en train de manifester, pour s'assurer qu'on puisse laisser passer les gens à chaque endroit. Puis il ne reste pas beaucoup d'endroits, actuellement – où on me dit, moi, aux dernières nouvelles – où il y a

des difficultés. Mais là où il y en a, bien, on est là pour encourager et faire en sorte que les gens puissent circuler.

[Le modérateur: En anglais...

Journaliste: ...les moyens de pression pourraient vous faire bouger? Une escalade des moyens de pression, est-ce que c'est une voie... une voie à envisager?]

[M. Charest:] Il n'y a personne qui a annoncé ça, bien au contraire, d'autant plus...

[Journaliste: Il y a une annonce de grève générale dans l'air, quand même.]

[M. Charest:] D'autant plus, d'autant plus qu'il s'est quand même passé quelque chose de très important cette année, rappelons-nous. Je reviens là-dessus, mais c'est quand même fondamental. La population du Québec a eu l'occasion cette année aussi de dire des choses. La population, elle, s'est exprimée sur des changements qui sont importants, sur des services qu'elle veut recevoir. Et quand vous énumérez les projets de loi les uns après les autres, difficile de trouver des choses sur lesquelles les gens peuvent s'objecter en termes d'objectifs poursuivis, que ce soit mise en réseau du système, l'organisation du travail, tout ça, même l'article 45. Quand on fait un peu l'analyse de tout ça, il y a derrière ça une volonté très nette de faire davantage pour le Québec.